

Arrêté n° 276 CM du 9 février 2004 relatif au contrôle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives

(NOR : SJS0400226AC)

Paru in extenso au journal officiel n°8 N du 19/02/2004 à la page 594

Version en vigueur au 10/03/2023

- Titre Ier - La commission territoriale de l'enseignement des activités physiques et sportives (Article 1er à Art. 6)
- Titre II - La déclaration de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives (Art. 7 à Art. 12)

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2435 PR du 3 novembre 2003 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2004,

Arrête :

TITRE IER - LA COMMISSION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNEMENT DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES**Article 1er**

Le ministre chargé des sports convoque la commission territoriale de l'enseignement des activités physiques et sportives instituée à l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 susvisée. Il arrête l'ordre du jour des réunions. Les avis sont pris à la majorité simple. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

La commission adopte son règlement intérieur.

Art. 2

Tout membre de la commission territoriale de l'enseignement des activités physiques et sportives qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé cesse de faire partie de la commission.

Art. 3

Il est établi et tenu à jour, par arrêté en conseil des ministres, la liste d'homologation des diplômes des activités physiques et sportives mentionnées à l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 susvisée. La liste d'homologation comporte, pour chaque diplôme, les mentions de l'aptitude et de la qualification qu'il sanctionne, les fonctions mentionnées à l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 susvisée auxquelles il donne accès ainsi que le type d'établissement où ces fonctions peuvent être exercées.

Art. 4

Toute demande d'homologation d'un diplôme est adressée au ministre chargé des sports par le responsable de l'organisme ou de l'établissement qui le délivre. Elle est facultative pour les diplômes figurant au répertoire national des certifications professionnelles et les diplômes créés par la Polynésie française. Le dossier précise notamment les modalités d'organisation de l'enseignement, les conditions et les moyens d'accès à la formation, les programmes et le mode de validation des compétences. Il comprend le règlement du diplôme, établi par l'organisme ou l'établissement demandeur.

Art. 5

L'homologation est accordée pour une durée de trois ans.

Il peut y être mis fin sans attendre s'il apparaît que les conditions qui motivaient l'homologation ont cessé d'être remplies ou si l'organisme ou l'établissement qui délivre le diplôme s'oppose ou tente de s'opposer au contrôle du respect de ces mêmes conditions.

L'homologation peut être renouvelée par périodes maximales de trois ans sur demande de l'organisme ou de l'établissement intéressés, laquelle est facultative pour les diplômes déjà homologués par arrêté du ministre de

la République chargé des sports et les diplômes créés par la Polynésie française.

Art. 6

La décision de délivrer un diplôme homologué en Polynésie française est notifiée préalablement au ministre chargé des sports par l'organisme ou l'établissement intéressés.

TITRE II - LA DÉCLARATION DE L'ENSEIGNEMENT CONTRE RÉMUNÉRATION DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

Art. 7.- Le principe de déclaration *Rédaction issue de Arrêté n° 336 CM du 6 mars 2023*

Toute personne qui désire exercer l'une des fonctions mentionnées au premier alinéa de l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 susvisée doit en faire préalablement la déclaration auprès du service en charge des sports.

Art. 8.- Les conditions de déclaration *Rédaction issue de Arrêté n° 336 CM du 6 mars 2023*

Le Président de la Polynésie française délivre une carte professionnelle attestant l'aptitude à exercer les fonctions définies à l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 susvisée, à tout titulaire d'un diplôme inscrit sur la liste d'homologation des diplômes des activités physiques et sportives.

Cette carte professionnelle porte mention des nom et prénom du titulaire, de sa nationalité, de sa date et lieu de naissance, du diplôme et de la discipline concernée, de la date du certificat médical et de la date d'expiration de ladite carte. Elle est renouvelée tous les cinq ans.

Art. 9.- La délivrance de la carte *Rédaction issue de Arrêté n° 336 CM du 6 mars 2023*

La déclaration prévue à l'article 7 du présent arrêté comporte les nom, prénoms, date et lieu de naissance, domicile de l'intéressé, ainsi que ses titres et diplômes homologués.

La déclaration est accompagnée des documents suivants :

- une photocopie lisible d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- une (1) photo d'identité ;
- une copie de chacun des titres ou diplômes invoqués ou l'autorisation spécifique d'exercer la profession concernée ;
- un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'encadrement de la discipline concernée datant de moins d'un an.

En vue de vérifier l'honorabilité du demandeur, le service en charge des sports demande le bulletin n° 2 du casier judiciaire (B2).

Pendant les cinq années de la durée de validité de sa carte professionnelle :

- le titulaire de ladite carte devra s'assurer du maintien de la validité de son certificat médical à la pratique et à l'encadrement de la discipline concernée ;
- il fournira également au service en charge des sports, le recyclage du titre ou du diplôme tel que prévu par la réglementation, ainsi que toute nouvelle information ou changement relatif à sa déclaration initiale.

En vue de vérifier le respect de l'honorabilité du titulaire, le service en charge des sports peut demander le bulletin n° 2 du casier judiciaire (B2).

Art. 10.- La restitution de la carte *Rédaction issue de Arrêté n° 336 CM du 6 mars 2023*

La carte professionnelle est restituée au service en charge des sports lorsque son bénéficiaire :

- ne fournit pas les pièces demandées ;
- a fait l'objet d'une condamnation visée à l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 susvisée.

Art. 11 *Rédaction issue de Arrêté n° 336 CM du 6 mars 2023*

Article abrogé

Art. 12

Le ministre de la jeunesse et des sports, de l'insertion sociale des jeunes et de la vie associative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Fakarava, le 9 février 2004.

Par le Président du gouvernement :
Gaston FLOSSE.

Le ministre de la jeunesse et des sports,
de l'insertion sociale des jeunes
et de la vie associative,
Reynald TEMARII.

(1) Les formulaires peuvent être consultés au service de la jeunesse et des sports.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 276 CM du 9 février 2004](#), JOPF n° 8 N du 19/02/2004 à la page 594
- [Arrêté n° 849 CM du 17 août 2006](#), JOPF n° 34 N du 24/08/2006 à la page 2942
- [Arrêté n° 336 CM du 6 mars 2023](#), JOPF n° 20 N du 10/03/2023 à la page 5472